



Organisation des Nations Unies

Transcription de la conférence de presse ONE UN en RDC, le 27 mars 2019 à Kinshasa

La conférence de presse des Nations Unies était animée à partir de Kinshasa par Florence Marchal, porte-parole de la MONUSCO et à partir de Goma, le Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire de la MONUSCO.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Bonjour à tous, bienvenue dans cette nouvelle conférence de presse des Nations Unies en République démocratique du Congo. Pour m'accompagner aujourd'hui ici à Kinshasa, le directeur du bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme, Aziz Thioye et à Goma, nous retrouverons le porte-parole militaire de la MONUSCO, le Commandant Nabil Cherkaoui.

Nous accueillons également un invité spécial, Peter Graaff, qui est le Représentant spécial du Directeur général de l'OMS pour la riposte à l'épidémie de la maladie à virus Ebola.

Le mandat de la MONUSCO arrive à son terme dimanche prochain, donc le 31 mars et les discussions sur son renouvellement se poursuivent au sein du Conseil de sécurité. La nouvelle résolution devrait être adoptée d'ici à la fin de la semaine à New York.

Début avril, la Représentante spéciale du Secrétaire général, Leila Zerrougui, tiendra une conférence de presse dédiée exclusivement au nouveau mandat de la Mission.

En prévision des élections législatives partielles qui vont se tenir dimanche dans quatre circonscriptions électorales, la MONUSCO a pris des initiatives afin de sécuriser les scrutins. A Beni où elle a organisé, en collaboration avec la Police Nationale Congolaise, une session de recyclage d'une semaine sur la sécurisation du processus électoral au profit de plus d'une centaine de policiers. Au programme de cette formation : des exercices techniques et tactiques et un rappel des règles de bonne conduite et d'éthique professionnelle.

A Yumbi, c'est une base militaire temporaire qui a été déployée en soutien au travail de monitoring effectué par les équipes du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme.

Je souhaiterais revenir sur le terrible accident de train survenu la semaine dernière à Lwembe dans la province du Kasai et présenter les condoléances de la Représentante spéciale et de la Mission à tous les proches des victimes.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

La MONUSCO a mis ses moyens logistiques à la disposition des équipes de secours locales et c'est ainsi que mercredi dernier, une vingtaine de blessés ont été évacués par hélicoptère vers Kananga. Des vivres et objets de première nécessité leur ont également été remis.

Par ailleurs, la Mission a affrété samedi dernier un vol spécial afin de permettre à une délégation du Ministre national de l'action humanitaire et au gouverneur du Kasai de se rendre à Kakenge.

En ce mois des droits de la femme, une cérémonie a été organisée hier, ici au quartier général de la MONUSCO à Kinshasa, afin d'honorer nos champions de genre, des personnels de la Mission qui démontrent dans leur travail une sensibilité particulière aux questions de genre et à la prise en compte du genre dans la mise en œuvre de notre mandat.

Comme l'a rappelé la Représentante spéciale du Secrétaire général qui présidait la cérémonie, il est de notre devoir de garder à l'esprit que nos actions doivent bénéficier équitablement aux hommes et aux femmes que nous sommes appelés à servir.

En effet, le rôle que jouent les femmes dans les processus de paix n'est plus à démontrer. De même, lorsque les actions de la Mission prennent en compte les besoins et préoccupations des hommes, des femmes, des filles et des garçons, elles sont plus inclusives, plus durables, moins contestables et de meilleure qualité.

Je donne maintenant la parole au Commandant Nabil Cherkaoui qui depuis Goma va nous faire un point sur la situation sécuritaire dans le pays.

Porte-parole militaire de la MONUSCO [Commandant Nabil Cherkaoui] : La quinzaine écoulée a été marquée par l'organisation du forum sur les femmes, la paix et la sécurité le 19 mars 2019 visant à promouvoir et à faciliter l'adoption par la MONUSCO du programme "femmes, paix et sécurité". Le forum était présidé par le Général de Division **Bernard Commins**, Commandant par intérim de la Force de la MONUSCO.

Sur le plan opérationnel, voici les principales informations sur la situation sécuritaire de ces deux dernières semaines dans les différentes provinces :

Dans la province de l'Ituri, la Force de la MONUSCO poursuit, de jour et de nuit, ses activités militaires destinées à protéger les civils, neutraliser les éléments des groupes armés actifs dans cette province et à prévenir le développement de la violence. C'est dans ce contexte que le bataillon bangladais de déploiement rapide a conduit deux opérations baptisées "**OPS PIGEON BLANC (PH-6)**", du 5 mars au 4 avril, et "**OPS EAGLE EYES**", du 9 au 16 mars à Aru en vue de recueillir des informations sur les effets de l'afflux sud-soudanais sur le territoire d'Aru afin de créer un environnement favorable à la protection des civils.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Dans la province du Nord-Kivu, les troupes onusiennes ont conduit plusieurs déploiements, patrouilles de domination de terrain et aussi des activités d'engagement communautaire, visant en plus d'assurer la protection des civils, à renforcer le climat de confiance entre les troupes onusiennes et la population locale. On peut citer par exemple que deux bases opérationnelles temporaires ont été déployées par le bataillon indien de déploiement rapide du 11 au 21 mars à Miriki et du 14 au 24 mars 2019 à Hombo. Durant ces déploiements, des patrouilles de domination de terrain ont été conduites dans les villages affectés par des actes de violence afin de dissuader les groupes armés actifs dans la zone et de rassurer la population.

De plus, suite à un incident de feu arrivé hier à Goma, des troupes onusiennes ont été dépêchées sur le lieu pour porter assistance aux FARDC, ont déterminé la source du feu et ont ainsi évité des dommages considérables.

Dans le territoire de Beni, la Force de la MONUSCO poursuit son support aux Forces Armées de la République démocratique du Congo (FARDC) dans leur lutte contre les éléments des Forces démocratiques alliées (ADF). Dans ce contexte, la Brigade d'Intervention de la Force (FIB) a conduit conjointement avec les FARDC deux opérations : **"OPS SAFISHA"**, du 20 au 27 mars 2019 dans la région de Ngadi et **"OPS ZUIA"**, du 22 au 29 mars 2019 à Kikingi, Nobili et Mulopia. Au cours de ces opérations, une panoplie d'activités militaires a été mise en œuvre, comme la projection de patrouilles robustes, de jour et de nuit, la conduite de patrouilles pédestres dans les villages et également le lancement de patrouilles de domination de terrain dans le but de freiner le mouvement des groupes armés et de protéger la population locale.

Simultanément, la Force de la MONUSCO a contribué à faciliter l'action des agences humanitaires en charge de la lutte contre Ebola par la sécurisation des déplacements et le stationnement des équipes de l'OMS et de leurs partenaires jour et nuit dans la région de Beni et Boikene. De plus et suite aux attaques récentes contre les centres de traitement Ebola à Butembo, la Force de la MONUSCO a renforcé sa présence par le déploiement d'un peloton additionnel afin de protéger les patients et les agents de santé des attaques des groupes armés illégaux qui entravent les efforts déployés pour faire face à la flambée de cette épidémie.

Dans les Kasai, les troupes de la MONUSCO continuent de participer à la sécurisation des camps des personnes refoulées d'Angola, particulièrement dans la localité de Kamako à l'ouest de Tshikapa.

Enfin, malgré la continuité des affrontements entre les groupes armés, la mission de protection par projection obtient des résultats encourageants. Ainsi, durant le mois de mars 2019, **100** éléments appartenant à divers groupes armés parmi lesquels **deux** enfants soldats se sont rendus à la MONUSCO. Ils sont actuellement sous la charge du département **Désarmement, Démobilisation, Rapatriement, Réintégration et Réinsertion (DDRRR)** de la Mission en vue de leur réinsertion.

En guise de conclusion, la Force de la MONUSCO poursuivra, quoiqu'il en soit, ses missions de protection de la population civile ainsi que les opérations de neutralisation des groupes armés. La

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

bataille pour la sécurité étant l'affaire de tous, nous invitons la population à collaborer avec les forces de défense de sécurité congolaises et la Force de la MONUSCO, à se dissocier des éléments négatifs et nous indiquer sans délai toute zone où des éléments armés pourraient se cacher. Votre sécurité est l'affaire de tous. Merci pour votre attention.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Je passe maintenant la parole à Aziz Thioye, directeur du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme, à l'occasion de la publication du rapport de février sur la situation des droits de l'homme en République démocratique du Congo.

Directeur du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme [Abdoul Aziz Thioye]: Merci Florence. Mesdames et Messieurs les journalistes à Kinshasa et à Goma, chers auditeurs de radio Okapi qui nous suivez, bonjour.

En février, le BCNUDH a documenté **495 violations** et atteintes aux droits de l'homme sur l'ensemble du territoire de la RDC. Ce chiffre représente une diminution significative par rapport au mois de janvier 2019 (574 violations). Cette diminution s'explique largement par la diminution, en février, du nombre de violations des droits de l'homme liées à des restrictions à l'espace démocratique par des agents de l'Etat alors que, vous vous en souvenez, le mois de janvier avait été marqué par l'annonce des résultats des élections présidentielle et législatives et provinciales, qui avaient suscité de nombreuses manifestations et violations des libertés fondamentales.

Malgré cette diminution, **les agents de l'Etat** restent responsables de **52 % des violations documentées** en février. Les agents de l'Etat sont notamment responsables des exécutions extrajudiciaires de 36 personnes, dont au moins 2 femmes et 5 enfants.

A l'inverse, mon bureau a documenté une hausse significative de plus de 50 % du nombre d'atteintes commises par les **groupes armés**. Nous sommes passés de 157 en janvier à 235 en février. Ceci résulte du regain d'activisme par les groupes armés, alors que nous avons enregistré en janvier le niveau le plus bas depuis juin 2018. Ces atteintes continuent de causer un nombre très élevé de morts. Nous avons documenté 83 civils tués, dont au moins 23 femmes et 4 enfants.

Près de 83 % des violations et atteintes documentées ont été commises dans les **provinces affectées par les conflits**, avec, comme principaux auteurs, les groupes armés (58 % des violations dans ces provinces, contre 42 % pour les agents de l'Etat). De toutes les parties au conflit, **les militaires des FARDC restent, comme les mois précédents, responsables** de la majorité des violations dans ces provinces (près du quart), tandis que les combattants des Nduma Defense of Congo (NDC/R) restent les principaux auteurs parmi les groupes armés. De façon générale, l'ensemble des groupes ont continué ou accentué les exactions à l'exception des FRPI et des FDLR. Sans surprise, la province du **Nord-Kivu** demeure, comme toujours, la province la plus affectée (189 violations), suivie du Sud-Kivu (48 violations).

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Le nombre de **victimes de violences sexuelles liées au conflit** a pratiquement triplé par rapport au mois précédent : 58 femmes adultes et un homme victimes en février contre 21 femmes en janvier. Là encore, les militaires des FARDC ainsi que les combattants Nyatura et miliciens Twa sont les principaux responsables, principalement au Nord-Kivu.

17 % des violations documentées ont été commises dans les **provinces non affectées par les conflits**, dont plus des deux tiers sont attribuables à des agents de la **PNC**. La plupart des violations commises dans ces provinces ont à nouveau été enregistrées au Kongo Central, dans le Haut-Katanga mais également dans la province de l'Equateur.

En février 2019, le BCNUDH a documenté **64 violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales en lien avec l'espace démocratique** sur l'ensemble du territoire, soit une nette diminution par rapport aux 202 violations documentées en janvier. Le mois de janvier avait été caractérisé par un nombre élevé de ces violations en lien avec le processus électoral, je l'ai mentionné tout à l'heure.

En février, mon bureau a continué l'appui aux juridictions militaires et civiles dans le cadre de la lutte contre l'impunité. A notre connaissance, au moins **23 agents de la PNC et deux militaires des FARDC** ont été condamnés pour des faits constitutifs de violations des droits de l'homme sur l'ensemble du territoire de la RDC.

Néanmoins, au cours du mois de février, mon bureau a enregistré les évasions d'au moins 505 personnes de centres de détention. Ce nombre est en constante augmentation depuis le mois de septembre au cours duquel nous avons documenté 36 évadés.

Dans le cadre de son **programme de protection**, le BCNUDH a traité **25 cas de menaces et violations** des droits de l'homme affectant **71 personnes**, parmi lesquelles **55 défenseurs des droits de l'homme (dont 3 femmes), 12 journalistes et 4 victimes de violations**, sur l'ensemble du territoire de la RDC.

Mon bureau a également participé ou organisé au moins 21 activités de renforcement de capacités en matière de droits de l'homme, en faveur de plus de 1 186 personnes, dont au moins 257 femmes. Je vous remercie.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Pour être tout à fait complets sur cette question, voici quelques informations additionnelles relatives aux droits des enfants. En février, la section Protection de l'enfant de la MONUSCO a documenté et vérifié 154 cas de violations graves des droits de l'enfant dans le contexte du conflit armé en RDC. 18 % des victimes des violations graves sont des filles.

Par ailleurs, le nombre de commandants de groupes armés qui se sont engagés auprès de la MONUSCO à prévenir et mettre fin au recrutement d'enfants et à d'autres violations graves des droits

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

des enfants s'élève désormais à 15 et, à ce jour, plus de 850 enfants ont été libérés à la suite de la signature de ces engagements formels.

Je vous l'ai annoncé en ouverture de cette conférence de presse, je reçois aujourd'hui Peter Graaff, qui est le Représentant spécial du Directeur général de l'OMS pour la riposte à l'épidémie de la maladie à virus Ebola et M. Graaff vient d'arriver en RDC. Bonjour et bienvenue, quelle est la mission que vous a confiée le Dr Tedros ?

Représentant spécial du Directeur général de l'OMS pour la riposte à l'épidémie de la Maladie à virus Ebola [Peter Graaff] : Mesdames et messieurs les journalistes, je m'appelle Peter Graaff, de nationalité néerlandaise. J'ai été nommé par le Directeur général de l'OMS comme son Représentant spécial pour la réponse à l'épidémie de la maladie à virus Ebola dans l'est de la RDC. Je serai basé ici à Kinshasa pour coordonner au niveau stratégique avec le Ministère de la Santé, le Gouvernement, le système des Nations Unies, les partenaires d'exécution et du financement, et plus largement avec le corps diplomatique et les intervenants humanitaires. Cela dit, je me rendrai régulièrement dans les zones affectées par Ebola pour nous assurer que les discussions à Kinshasa se fondent sur les réalités du terrain et des informations fiables. Je rappelle tout simplement qu'à Genève, je suis Directeur des opérations d'urgence de l'OMS. Mais j'ai à mon actif plus de 25 ans d'expérience au sein de l'OMS. Pour ceux qui ne le savent pas peut-être, j'ai été également Directeur [pour les Nations Unies] de la riposte à l'épidémie d'Ebola au Libéria, puis de l'ensemble de l'opération en Afrique de l'Ouest.

Très rapidement, depuis ce dimanche 24 mars 2019, l'épidémie d'Ebola dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri a dépassé le seuil des 1 000 cas. Nous parlons de « cas » et « d'endiguement » pour utiliser des termes scientifiques, mais derrière chaque cas, il y a une personne, une famille et une communauté qui souffre. A ce sujet, comme l'a si bien dit le Directeur général de l'OMS, le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus dans sa déclaration du 23 mars dernier, l'OMS réaffirme son engagement à la fois pour mettre fin à l'épidémie et pour collaborer avec le Gouvernement et les communautés afin d'établir des systèmes de santé résilients.

Pour me résumer, il y a lieu de noter que cette épidémie dure depuis trop longtemps. Nous devons à la population du Nord-Kivu et de l'Ituri de travailler solidairement avec elle, non seulement pour mettre fin à cette épidémie le plus vite possible, mais aussi pour établir des systèmes de santé pouvant faire face quotidiennement aux nombreuses autres menaces sanitaires auxquelles elle est confrontée. Je suis prêt à répondre à des questions éventuelles au cours de cette conférence de presse.

Je vous remercie,

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Il est 11h33 à Kinshasa et nous allons maintenant aborder la session des questions et réponses avec une première question pour Peter Graaff.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél. +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Question 1

Benoît Kambere/ Echos de la Région des Grands Lacs & L'Emergence : Je voudrais m'adresser au Représentant spécial du Directeur général de l'OMS. La coordination centrale a été délocalisée de Beni à Goma. Est-ce qu'il y a une raison valable pour délocaliser ce centre de Goma qui, à notre avis, s'éloigne du lieu d'opération ?

Représentant spécial du Directeur général de l'OMS pour la riposte à l'épidémie de la Maladie à virus Ebola [Peter Graaff] : Merci Benoît. Il y a deux raisons pour ce changement : le premier, c'est que Beni qui était l'épicentre de réponse pendant une certaine période, la situation là-bas est maintenant bien meilleur. Et quand le virus est arrivé à Butembo et Katwa, il y avait un risque réel que cela avance plus loin [vers] Lubero et éventuellement peut-être [vers] Goma aussi. Alors, c'était important de vraiment se préparer de façon opérationnelle à Goma pour la riposte.

Deuxièmement, ce n'était pas possible pour tous les partenaires financiers, les partenaires techniques, des partenaires stratégiques d'être à Beni [à cause] des risques d'insécurité. Et c'est plus facile pour eux d'être à Goma. Cela veut dire que c'est plus facile d'être ensemble dans un endroit [comme] Goma avec les partenaires importants pour la riposte.

Mais vous avez raison, c'est assez loin du [lieu] de riposte à Butembo ou Katwa. Cela veut dire que là-bas on a une équipe assez indépendante qui travaille seulement sur l'[aspect] opérationnel dans cette zone d'épidémie.

Question 2

N'Kiere May/ Agence Congolaise de Presse : Monsieur le Représentant spécial du DG de l'OMS, on va organiser les élections à Beni-Butembo le 31 mars. Vous connaissez les raisons pour lesquelles on a reporté ces élections. Est-ce que maintenant on peut estimer que les risques sont loin des populations pour pouvoir organiser ces élections, je ne dis pas dans de très bonnes conditions mais dans de bonnes conditions quand même ?

Représentant spécial du Directeur général de l'OMS pour la riposte à l'épidémie de la Maladie à virus Ebola [Peter Graaff] : Le virus Ebola aime bien que les populations soient proches, ensemble, mais c'est dangereux. Mais on peut bien se préparer. J'ai bien compris que le Gouvernement et les partenaires ont mis en place un système pour régler le flux des populations et aussi des stations de lavage des mains, etc. Oui, cela pose un certain risque, mais quand on a pris des mesures comme celles-là, [c'est que] le risque est contrôlable. Les élections sont très importantes pour les populations et c'est à nous de [réduire] les risques par des interventions comme celles-là.

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Si je peux compléter comme je l'ai dit dans mon propos liminaire, la MONUSCO a pris également des initiatives afin de sécuriser les scrutins qui auront lieu ce dimanche à la fois dans le Nord-Kivu et aussi à Yumbi.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Donc, avec la présence additionnelle des troupes de la MONUSCO, des policiers des Nations Unies et puis aussi des équipes civiles. Et par ailleurs, de mémoire, je crois que pour en revenir au lavage des mains, l'UNICEF avait envoyé toutes les quantités nécessaires de liquide pour désinfecter les mains.

Donc, toutes les mesures ont été prises afin de permettre aux populations de ces quatre circonscriptions dans lesquelles les élections n'ont pas pu avoir lieu, de pouvoir enfin exercer leur droit de vote. Donc, comme l'a dit Peter Graaff, il est important que tout le monde puisse exprimer et choisir librement et en toute sécurité, les personnes qui les représentent dans les institutions nationales et provinciales.

Question 3

Jackson Mutshima/ Journaliste indépendant (Goma) : Je m'adresse au Commandant [Nabil]. Ces derniers temps dans la ville de Goma et ses alentours, on enregistre des cas de tueries et de kidnapping alors que la ville connaît un nombre suffisant des policiers, des militaires mais aussi des contingents de la MONUSCO. Peut-on alors savoir ce que la MONUSCO compte faire pour appuyer les services de sécurité congolais pour mettre fin à cette recrudescence de la situation d'insécurité dans la ville de Goma et de ses alentours ?

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Alors, je vais prendre la réponse et le commandant me complètera. Effectivement, la situation sécuritaire dans la province du Nord-Kivu en général et à Goma en particulier demeure une source vive de préoccupation pour la MONUSCO. Vous l'avez dit, la situation sécuritaire à Goma s'est dégradée avec la multiplication d'incidents souvent meurtriers. On rapporte que plus de 30 personnes auraient été tuées depuis le début de l'année.

Alors, là aussi, la MONUSCO a renforcé ses patrouilles. On a fait référence au renforcement des patrouilles à Beni, à Butembo mais aussi à Goma.

Et la MONUSCO encourage aussi la PNC à mener des enquêtes car il est important que les crimes qui sont commis actuellement à Goma et dans sa région ne demeurent pas impunis. Alors commandant, vous avez des informations additionnelles ou on peut passer à la question suivante ?

Porte-parole militaire de la MONUSCO [Commandant Nabil Cherkaoui] : Les militaires de la Force de la MONUSCO prennent en [considération] la situation d'insécurité à Goma. Ils travaillent en collaboration avec leurs partenaires [congolais avec le déploiement] de bases opérationnelles temporaires par le bataillon indien.

Et en même temps, on fait des patrouilles de jour comme de nuit pour assurer la protection de la population civile.

Question 4

Jaelle Mulowayi/ Magazine Actu 30 : Florence, la question [s'adresse à vous]. Hier, le Vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur en charge de la sécurité, Basile Olongo, lors des travaux de la Tripartite, a émis, au nom du Gouvernement, [le souhait de voir] à nouveau des

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél. +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

élections à Yumbi être reportées parce que 80 % de la population n'ont pas encore regagné ce territoire. S'ils devaient revenir maintenant, ils devraient avoir des duplicatas. Donc, toutes les conditions ne sont pas encore totalement réunies. Est-ce qu'au niveau de la MONUSCO, vous partagez cet avis du Gouvernement ?

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Alors je vais demander à Aziz [Bureau conjoint] qui a une équipe qui est actuellement sur place à Yumbi. Une équipe qui a été déployée avec le soutien d'une base temporaire militaire de la MONUSCO. Donc, quels sont les retours que vous avez eus de vos staffs qui sont présents à Yumbi ?

Directeur du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme [Abdoul Aziz Thioye] : L'équipe a été déployée ce matin. Ils [ses membres] sont en route vers Yumbi, ils sont à cette heure-ci déjà sur place. La difficulté effectivement, comme vous le savez, c'est d'organiser les élections dans les conditions actuelles à Yumbi, ça je pense que ça tombe sous le sens que c'est un peu compliqué avec les fosses communes, les tombes individuelles, les maisons détruites.

Il y a une situation traumatique qui existe là et vous avez aussi une partie de la population qui a été déplacée. Mais la décision appartient aux autorités. Nous sommes dans un pays souverain, c'est aux autorités de prendre la décision de tenir les élections, je pense que c'est la décision qui a été prise.

Mais évidemment, s'ils considèrent effectivement que les conditions ne sont pas encore réunies pour avoir les élections à Yumbi, cela irait dans le sens d'un apaisement des tensions entre les communautés. Parce que la perception sera très forte de la part d'une communauté de penser effectivement que les élections ont été organisées à son détriment parce qu'elle a été la plus frappée en termes de déplacement que l'autre.

Question 5

Jean-Pierre Elali/ Radio Okapi : Je vais poser la question à M. Peter Graaff. Le Ministre de la Santé a préconisé le dialogue communautaire pour amener la population à contribuer à la riposte contre Ebola dans le Nord-Kivu et en Ituri, alors je voudrais avoir votre perception sur cette stratégie ou cette démarche du Ministre.

Et la deuxième question, comment est-ce que vous comptez participer à cette stratégie de dialogue communautaire ?

Et aussi, je voudrais savoir, il n'y a pas de riposte sans financement. L'OMS est un partenaire du Gouvernement et le Gouvernement, par la bouche du Ministre, a parlé de 147 millions de dollars américains pour organiser la troisième phase de cette riposte, est-ce que nous pouvons savoir quel est le niveau de participation de l'OMS sur le plan financier, bien entendu face à cette riposte et comment vous travaillez actuellement avec le Gouvernement ?

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Représentant spécial du Directeur général de l'OMS pour la riposte à l'épidémie de la Maladie à virus Ebola [Peter Graaff] : Merci Jean-Pierre. [Sur] la deuxième question, je vais répondre facilement parce que l'OMS n'est pas un bailleur [de fonds]. En effet, après cette [conférence de presse] ici, j'ai une autre réunion avec les bailleurs importants pour cette riposte : la Banque mondiale, le DFID, OFDA, ECHO.... etc. Ce sont les grands financiers au niveau de riposte contre Ebola.

[Concernant] le dialogue communautaire, pour moi c'est l'intervention la plus importante certainement à ce moment-là. Le virus Ebola commence au sein des communautés, et la fin, [dépend] aussi de la réaction des communautés contre le virus Ebola. Cela veut dire que quand les communautés sont vraiment engagées, quand elles comprennent ce qui se passe avec le virus, quand elles comprennent ce qui se passe dans le centre de traitement, quand elles comprennent l'avantage de la vaccination, etc. En effet, cela peut être leur bataille contre le virus et pas notre bataille contre le virus. C'est à ce moment-là qu'on va convaincre et c'est à ce moment-là qu'on peut dire qu'on est presque à la fin de l'épidémie.

Question 6

Nephtalie Buamutala/ RTGA : Florence, vous avez dit que votre mandat prend fin à la fin de cette semaine. Moi, ma question est celle de savoir qu'est-ce que vous auriez dû faire que vous n'avez pas fait pendant votre mandat ?

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : C'est la question qu'on a tous les mois sur notre bilan, sur notre auto bilan. Qu'est-ce qu'on n'a pas fait, plutôt ce qu'on a fait ? Tous les jours, on a sauvé des vies. On a plus de 15 000 hommes qui sont déployés sur l'ensemble du territoire. On a actuellement une vingtaine de bases militaires temporaires sur l'ensemble du territoire qui se déploient dès qu'on a les informations qui nous reviennent comme quoi une crise est sur le point de survenir ou la crise est installée.

Et donc, aussitôt avec les moyens à notre disposition, on se rend sur place et puis, on sécurise l'endroit où se trouvent les personnes qui vivent sous la menace. On instaure aussi avec nos équipes civiles des dialogues entre les communautés. Donc, tout cela, évidemment ne fait pas la une des journaux, mais c'est ce qu'on fait et c'est vraiment la raison pour laquelle on est tous ici engagés. Je crois qu'on est tous, oui engagés, il n'y a pas d'autre mot. [Engagés] dans ce travail de permettre aux populations congolaises de vivre à l'abri de la peur, à l'abri des menaces, à l'abri de la faim, que les enfants puissent aller à l'école, que tout le monde puisse vaquer normalement à ses occupations et c'est pour cela aussi que, le fait qu'il y ait des élections dimanche à Beni, etc. c'est très important. Il faut que les Congolais puissent mener une vie normale. Il y a le travail formidable qui est fait par mon collègue de gauche, Aziz, le monitoring des droits de l'homme, c'est pareil. Tout cela concourt à améliorer la vie des Congolais.

Donc, voilà, j'ai plutôt envie de voir le verre plein et de dire ce qu'on a fait, notre engagement, celui de notre Représentante spéciale, celui de nos équipes, et celui qu'on continuera d'avoir si le Conseil de sécurité décide de continuer à nous donner cette noble mission que nous souhaitons accomplir à vos côtés, c'est cela qui est important, à vos côtés.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Question 7

Christophe Babunga/ Agence Congolaise de Presse (Goma) : Ma question s'adresse au Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme. Vous avez dit que la province du Nord-Kivu est en tête des violations des droits humains. Je voudrais savoir comment le Bureau conjoint en appui au Gouvernement congolais doit réduire, si pas limiter, les violations qui se font à Goma, dans le Nord-Kivu en particulier et dans d'autres provinces [en général] ?

Directeur du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme [Abdoul Aziz Thioye]:

Merci beaucoup, c'est une question qui revient aussi très souvent. Je dois dire que réduire les activités des groupes armés, c'est effectivement les opérations militaires, donc cela va de soi. Nous ne nous opposons pas à ce que des opérations militaires soient initiées pour neutraliser les groupes armés, parce qu'il y va de la protection des civils, de la protection des vies et également de leur intégrité physique.

Ce que nous demandons, c'est que ces opérations soient plus ou moins conformes à ce qui est attendu en termes de respect des droits humains et respect du droit international humanitaire, c'est cela la grosse difficulté que nous avons.

Je pense qu'aujourd'hui il est possible de réduire l'activisme des groupes armés si réellement des efforts soutenus sont menés en vue réellement de mettre hors d'état de nuire un certain nombre de groupes armés. Aujourd'hui, j'ai cité le groupe NDC/ Rénové qui est en train d'étendre sa zone d'influence sous l'œil complaisant, quelques fois, de certains éléments des forces de défense et de sécurité. Donc, ce sont ces types de situations sur lesquelles il faut travailler.

Nous sommes engagés avec les autorités congolaises, en particulier la hiérarchie militaire que nous rencontrons très souvent, pour discuter des problèmes que nous notons sur le terrain, en vue de pouvoir y apporter des solutions. Je pense qu'elle-même, la hiérarchie, elle a à cœur de réellement faire en sorte que les opérations puissent être menées dans les règles de l'art, effectivement et que ces allégations-là concernant l'utilisation de certains groupes armés comme des supplétifs des FARDC qui en profitent pour étendre leurs zones d'influence, que tous ces faits-là soient réellement éradiqués et qu'on puisse retrouver une province qui aujourd'hui devrait être réellement un havre de paix. Je laisse de côté toutes les causes structurelles du conflit, les questions d'accès aux ressources sur lesquelles aussi il faudra se pencher.

Question 8

Symphorien Katumba/ L'Explorateur : J'ai une préoccupation pour Mme Florence Marchal. C'est le mois de mars, c'est votre mois des femmes, dédiée à la Journée internationale des femmes, [qui] tend vers sa fin. La MONUSCO a toujours aussi apporté son assistance dans une autre rubrique d'activités sur le plan professionnel. Concrètement, qu'est-ce qu'on peut voir comme résultats pratiques sur le terrain à la faveur de la femme en RDC ? Qu'est-ce que la MONUSCO a réalisé concrètement concernant la femme en général en RDC ?

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Alors, je crois que la question a été largement abordée lors de la dernière conférence de presse, puisque la Conseillère principale Genre de la Mission était l'invitée de la conférence. J'en ai aussi parlé dans mon propos liminaire.

La promotion du genre à la fois de la femme, à la fois dans le processus de paix est un élément important sur lequel toutes les opérations de maintien de la paix travaillent, puisqu'on se rend compte que la femme peut jouer un rôle de médiateur ou de médiatrice souvent plus pertinent qu'un homme.

On en parlait l'autre jour avec la Représentante spéciale qui disait que quand les femmes étaient impliquées dans des négociations, il n'y avait pas de rapport de force comme il peut y en avoir quand il y avait des hommes. Donc, c'était quelque chose d'assez intéressant. Evidemment, toutes les activités de la MONUSCO sont guidées par ce souci de mettre les femmes en avant.

On a soutenu des femmes qui étaient candidates lors des dernières élections. On a fait en sorte qu'elles puissent avoir un accès plus important aux médias, par exemple. Voilà, on continue de soutenir les femmes.

Et puis après, il y a le volet aussi purement interne des Nations Unies où le Secrétaire général s'est engagé à promouvoir la parité entre les hommes et les femmes. Et aussi dans la Mission, on travaille aussi avec de plus en plus des femmes qui sont, non seulement dans les services civils, nationales et internationales, mais aussi parmi les pays contributeurs des troupes militaires ou policières.

Voilà, il faudrait une session complète pour parler de cela mais évidemment c'est une question centrale et on le verra dans la résolution qui sera adoptée dans les prochains jours. Et il y a fort à parier que ce rôle des femmes, la promotion de la femme, la femme comme facteur de processus de paix sera une de fois de plus mentionnée et on nous demandera une fois de plus de renforcer nos activités dans ce sens-là.

Question 9

Mamytha Bangulu/ RTNC : Florence, moi c'est juste une question de curiosité. Je voudrais savoir [concernant] le DDR, où en sommes-nous, parce qu'on entend plus parler du DDR ? qu'est-ce qui se passe, y a-t-il un problème ?

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Non, non, il n'y a pas de problème. Je l'avais dit il y a deux semaines au contraire, le fait que des éléments des groupes armés manifestent leur intention de se rendre ou se soient déjà rendus est pour nous un signe encourageant et une véritable opportunité à faire cesser les armes ici en RDC et amener le pays vers la paix.

Donc c'est un phénomène que nous suivons de près. Nous sommes conscients qu'il y a une fenêtre d'opportunité à la faveur de l'élection du Président Tshisekedi et donc, des annonces de ces groupes armés. Et c'est la raison pour laquelle la MONUSCO a signifié aux autorités congolaises qu'elle était

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

prête à les conseiller dans ce sens et à soutenir des programmes de réinsertion économique, je précise bien de réinsertion économique au sein de leurs communautés.

La Représentante spéciale a déjà rencontré à plusieurs reprises le Président Tshisekedi à ce sujet et une rencontre est prévue dans les tous prochains jours aussi pour continuer à parler de cela.

Question 10

Jean-Pierre Nkutu/ Le Phare : Le nouveau mandat de la MONUSCO devra en principe démarrer le 1^{er} avril, or nous sommes déjà le 27 mars. Ça fait plusieurs jours que Leila Zerrougui se trouve à New York. On a l'impression comme s'il y a encore un blocage, c'est comme si les officiels congolais et les membres du Conseil de sécurité ne se sont pas encore mis d'accord sur certains points. Pouvez-vous dire où se situe le blocage ?

Porte-parole de la MONUSCO [Florence Marchal] : Alors pas du tout. D'abord, la Représentante spéciale est rentrée de New York depuis plus d'une semaine. Elle est passée à Genève entretemps. Ça, c'est la première chose. Et la deuxième chose, dans le calendrier officiel que la Présidence du Conseil de sécurité avait publié en début de mois, la discussion devrait avoir lieu aujourd'hui pour l'adoption de la résolution. Après, le Conseil de sécurité gère toutes les crises dans le monde, il y en a un petit peu partout. Et cette adoption est peut-être repoussée de 24 heures, mais c'est un processus tout à fait normal. Donc, il n'y a pas d'inquiétudes à avoir. Il est midi, je dois rendre l'antenne, merci à tous et très belle journée.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Commandant Nabil Cherkaoui, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 77 06

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28